

La pénétration économique en Amérique latine Economic Penetration into Latin America

André Donneur

Volume 14, numéro 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701468ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701468ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Donneur, A. (1983). La pénétration économique en Amérique latine. *Études internationales*, 14(1), 83–102. <https://doi.org/10.7202/701468ar>

Résumé de l'article

In 1970, Canada decided to develop its relations with Latin America, especially in the economic sector. Adhesion to the Interamerican Bank of Development and the status of observer in the Organisation of American States was a good institutional basis for increasing these relations. However, the absence of objectives on refugee and immigration questions prevented adoption of a clear policy towards Chilean and Haitian refugees. Generally Canada had met the 1970 objectives. Trade increased substantially, partly as a result of Canadian policies, but also because of the development of the main countries: Brazil, Mexico and Venezuela and the increase in oil prices. It could be more important if vigorous policies were implemented. Canada has important investments in Latin America, especially in Brazil. In percentage of total Canadian aid, aid to Latin America declined from 1970. Relations with Latin America will increase during the 1980's, but they would be more important if Canada adopted a more coherent policy.

LA PÉNÉTRATION ÉCONOMIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

André DONNEUR*

ABSTRACT — *Economic Penetration into Latin America*

In 1970, Canada decided to develop its relations with Latin America, especially in the economic sector. Adhesion to the Interamerican Bank of Development and the status of observator in the Organisation of American States was a good institutional basis for increasing these relations. However, the absence of objectives on refugee and immigration questions prevented adoption of a clear policy towards Chilian and Haitian refugees. Generally Canada had met the 1970 objectives. Trade increased substantially, partly as a result of Canadian policies, but also because of the development of the main countries: Brazil, Mexico and Venezuela and the increase in oil prices. It could be more important if vigorous policies were implemented. Canada has important investments in Latin America, especially in Brazil. In percentage of total Canadian aid, aid to Latin America declined from 1970. Relations with Latin America will increase during the 1980's, but they would be more important if Canada adopted a more coherent policy.

Dès son arrivée au pouvoir, M. Trudeau indiqua le 29 mai 1968 que le Canada devrait désormais tenir compte de ses liens avec l'Amérique latine et de ses besoins économiques. Il annonçait que, s'il était réélu, il enverrait une mission gouvernementale en Amérique latine. En octobre et novembre 1968, cette mission, comprenant cinq ministres sous la direction du secrétaire d'État aux Affaires extérieures M. M. Sharp visitait durant trente jours huit pays latino-américains¹.

I – LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE CANADIENNE

Après une consultation, où l'avis des Oblats canadiens chargés d'oeuvres sociales en Amérique latine joua un rôle important², le Livre Blanc sur la politique étrangère définit les objectifs de la politique étrangère canadienne vis-à-vis de l'Amérique latine. Un des six fascicules du Livre Blanc était entièrement consacré à l'Amérique latine.

Huit objectifs généraux étaient fixés. Il s'agissait en premier lieu de développer et consolider de façon cohérente et bien définie, une attitude

* Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

1. Peter DOBELL, *Canada's Search for New Policy*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1972, p. 115. J.C.M. OGELSBY, « Canada and Latin America », in *Canada and the Third World* édité par Peyton V. LYON et Tareq Y. ISMAEL, Toronto, MacMillan, 1976, pp. 181-182.

2. *Le Devoir*, 9 et 12 janvier 1970.

proprement canadienne face aux problèmes de l'hémisphère américain, tant en fonction des intérêts canadiens qu'en fonction des relations du Canada avec les États d'Amérique latine pris individuellement ou dans leur ensemble.

Le deuxième objectif était de

rehausser la qualité de la vie des peuples canadien et latino-américains en donnant encouragement et appui aux échanges culturels et scientifiques.

Dans la même veine, le troisième objectif visait à

faire mieux connaître, en Amérique latine, le Canada et la qualité de la vie au Canada et faire prendre davantage conscience aux Canadiens de la vie, des valeurs et des aspirations des peuples latino-américains.

De même, le quatrième objectif recommandait de

coopérer, chaque fois que faire se peut, avec les États latino-américains à des projets visant à préserver l'harmonie du milieu naturel de notre hémisphère.

Changeant de registre, le cinquième objectif assignait au Canada de

contribuer au développement économique de l'Amérique latine par voie d'assistance au développement, de recherche, etc., et ce faisant, favoriser la justice sociale dans les régions du continent américain.

Toujours dans le domaine économique, le sixième objectif proposait de

favoriser la croissance économique du Canada en encourageant les intérêts commerciaux canadiens, permanents ou temporaires, en Amérique latine.

Le septième objectif n'était qu'une application sur le plan régional d'un objectif mondial du Canada

faciliter la paix et la sécurité mondiale en travaillant avec les gouvernements latino-américains à la solution de ces problèmes internationaux auxquels ils peuvent, de concert, apporter une contribution valable.

Enfin, le huitième et dernier objectif concernait directement les Canadiens puisqu'il voulait

encourager le développement de biens entre les personnes et de façon plus spéciale, veiller au bien-être des Canadiens résidant ou voyageant en Amérique latine³.

Bien que ces objectifs, calqués sur ceux qui prétendaient orienter l'ensemble de la politique étrangère, faisaient une part relativement faible à l'économique, les programmes qui précisaient ces objectifs étaient consacrés dans leur plus large part à l'économique. Voyons plus précisément quels étaient les objectifs en matière de commerce, d'investissements et d'aide au développement.

Le Livre Blanc « veut que le commerce avec l'Amérique latine atteigne sa pleine capacité dans la décennie à venir ». Pour ce faire, « bien que le secteur privé soit le pivot du commerce canadien, certaines mesures gouvernementales, soigneu-

3. *Politique étrangère au service des Canadiens: Amérique latine*, édité par Mitchell Sharp, Ottawa, Information-Canada, 1970, p. 27.

sement élaborées, peuvent s'avérer nécessaires ». Pour faciliter les exportations, tout en axant sa politique sur la clause de la nation la plus favorisée le gouvernement entend élaborer

un programme soigneusement conçu selon des priorités choisies, ... comprenant l'identification et la concentration dans certains secteurs et spécialités techniques où le Canada a acquis une compétence spéciale et auxquels les programmes de développement latino-américains attachent une grande importance⁴.

M. Pépin, devant l'Association canadienne pour l'Amérique latine, devait préciser le 23 octobre qu'il s'agissait des transports, des communications, des mines, de la forêt et de la pêche⁵. Une étude, commanditée par l'Association canadienne pour l'Amérique latine, ajoutait à ces secteurs le matériel électrique, les instruments médicaux et optiques, les machines de transformation des produits alimentaires et la nourriture pour le bétail⁶. Une autre mesure prévue pour accroître les exportations consisterait à entretenir des

rapports plus étroits et plus étendus avec les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux latino-américains s'occupant de commerce et de développement, avec des agences régionales de développement et avec les organisations économiques internationales dont le Canada et les États d'Amérique latine font partie et au sein desquelles ils peuvent collaborer en vue de la réalisation de leurs objectifs communs.

Enfin, il conviendrait d'utiliser plus largement les « services de crédit et d'assurances offerts par la Société pour le développement des exportations », et prendre des mesures bilatérales pour améliorer les conditions d'accès aux marchés latino-américains.

Sur le plan des importations, le Canada se proposait de continuer à favoriser dans les organismes internationaux « l'adoption d'un système général de préférences non réciproques et non discriminatoires qui faciliterait l'importation de biens manufacturés et semi-manufacturés en provenance des pays en voie de développement ». De même, au sein des mêmes organismes, le Canada préconiserait « la suppression des droits d'entrée sur les denrées alimentaires tropicales » et « une solution aussi équitable que possible au problème des importations à bas prix ». Le Canada ferait aussi

mieux connaître en Amérique latine les marchés canadiens, les méthodes de mise en marché, les moyens de distribution, les lois et règlements sur la commercialisation et toute une information nécessaire pour stimuler le commerce dans ce pays⁷.

4. *Ibid.*, p. 31.

5. *International Canada*, vol 1, no 10, p. 216.

6. Caroline PESTIEAU, « Canada's Economic Relations with Latin America... », in Bradford et Pestieau, *Canada and Latin America*, Toronto, Canadian Association for Latin America, 1971, p. 96.

7. *Politique étrangère au service des Canadiens: Amérique latine*, op. cit. p. 32.

M. Pépin indiquait notamment en octobre que l'ACDI financerait une étude de marché sur les produits mexicains et brésiliens⁸. Enfin, le Canada adhérerait au Centre interaméricain de promotion des exportations.

En général, le Canada chercherait à stimuler un commerce direct avec l'Amérique latine sans transit par les États-Unis⁹. Il apparaît rapidement, que le commerce se concentrerait surtout sur le Mexique et le Brésil, déjà mentionnés, et le Venezuela.

Cinq mesures facilitant les investissements canadiens seraient prises:

diffusion... d'information sur les possibilités d'investissement en Amérique latine et les conditions... auxquelles ils seraient soumis;

étude des chances d'investissement en Amérique latine pouvant mener à des entreprises conjointes susceptibles d'ouvrir de nouveaux marchés aux industries canadiennes;

offre aux investisseurs éventuels... de l'assurance-investissements de la Société pour le développement des exportations;

négociation... d'accords sur la double imposition; invitation aux investisseurs canadiens à respecter les politiques et les intérêts des pays d'accueil¹⁰.

Sur le plan de l'aide, le Canada entendait d'abord

encourager et assister les compagnies privées canadiennes à faire bénéficier les pays de l'Amérique latine des avantages de la technologie et de la formation technique¹¹.

Le gouvernement canadien devrait aussi « continuer son programme d'assistance en capital par le truchement de la Banque interaméricaine de développement », programme commencé en 1964¹² sans adhérer à la Banque. D'autre part, il voulait « organiser d'avantage l'assistance technique, sur une base bilatérale » en mettant sur pied un programme. Le montant d'aide au développement destiné à l'Amérique latine serait doublé¹³. Cette promesse sera réitérée par le Canada devant l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains le 30 juin 1970¹⁴.

Après plus de douze ans que ces objectifs ont été formulés, il est légitime de voir s'ils ont été remplis. Dans le cadre de cette étude, il n'est pas question de faire une véritable évaluation. Celle-ci implique, en effet, une recherche beaucoup plus exhaustive pour préciser les objectifs et surtout une recherche minutieuse de la mise en oeuvre auprès des usagers du programme de façon à voir si les résultats obtenus sont dus au programme lui-même ou à d'autres causes. Mais il n'est pas inutile de

8. *International Canada*, vol 1, no 10, Octobre 1970, p. 216.

9. *Politique étrangère au service des Canadiens*, op. cit., p. 32.

10. *Ibid.*, p. 33.

11. *Ibid.*, p. 27.

12. D.R. MURRAY, « The Bilateral Road: Canada and Latin American in the 1980's », *International Journal*, vol 37, no 1, Hiver 1981-1982, p. 110.

13. *Politique étrangère au service des Canadiens*: op. cit. pp. 29-30.

14. « Le Canada et l'Amérique latine: une ère de nouvelle découverte », *Déclarations et Discours*, no 70/10, 30 juin 1970.

dresser un premier tableau, tout grossier soit-il, de l'état des relations du Canada avec l'Amérique latine en 1982 et de le comparer aux objectifs que le gouvernement canadien se fixait en 1970. Dans un domaine comme l'aide économique, il est possible d'évaluer si la mise en oeuvre a rencontré les objectifs puisque le gouvernement avait indiqué que l'aide devait doubler et que le montant d'aide dépend exclusivement de l'action de l'Agence canadienne de développement international.

Après avoir relevé quelques mesures d'ordre général pour resserrer les liens avec l'Amérique latine, nous examinerons successivement le commerce canadien avec l'Amérique latine, les investissements et l'aide au développement. Chaque fois, après un tableau d'ensemble, nous concentrerons notre attention sur les trois pays-cibles: le Mexique, le Venezuela et le Brésil.

II – LES RELATIONS POLITIQUES

Le Canada a resserré ses liens avec l'Amérique latine en devenant en 1972 observateur permanent à l'Organisation des États américains. Il adhéra également à la Banque interaméricaine de développement, à l'Organisation panaméricaine pour la santé et à l'Institut interaméricain des sciences agricoles¹⁵. En outre, la création d'un Bureau de l'hémisphère occidental au sein du ministère des Affaires extérieures¹⁶ assurait une meilleure coordination de la politique canadienne vis-à-vis de l'Amérique latine. Le Canada renforçait encore ses liens avec l'Amérique latine en adhérant en 1978 à l'Association du congrès panaméricain des chemins de fer¹⁷. Fait intéressant, le gouvernement conservateur adoptait en 1979 une position identique à celle de son prédécesseur sur la nécessité de développer les liens du Canada avec l'Amérique latine¹⁸. Et une des premières déclarations du nouveau gouvernement Trudeau en mars 1980 fut de réaffirmer la volonté de resserrer les relations avec l'Amérique latine, en indiquant clairement que priorité était donnée au Mexique, au Venezuela et au Brésil¹⁹.

Les séquelles de la contre-révolution au Chili occupèrent l'automne et l'hiver 1973-1974. Rien dans les objectifs de la politique étrangère canadienne adoptés en 1970 ne prévoyait le secours aux réfugiés politiques. Mais l'attitude négative de l'ambassadeur canadien à Santiago vis-à-vis des opposants qui cherchaient refuge à l'ambassade du Canada, ainsi que la parcimonie du premier accueil contrastaient avec l'ouverture chaleureuse faite aux Hongrois en 1956 et aux Asiatiques de l'Ouganda en 1971. Ce n'est que sous la pression de milieux surtout québécois, du SUCO, du Nouveau parti démocratique, notamment M. Blakeney, premier ministre de la Saskatchewan, et de M. Gérard Pelletier, ministre des Communications, que le

15. D.R. MURRAY, *op. cit.*, pp. 109-110.

16. James GUY, « Le Canada et les Amériques: des liens nouveaux », *Perspectives internationales*, juillet-août 1977, p. 9.

17. *International Canada*, vol 9, no 10, octobre 1978, p. 221.

18. *International Canada*, vol 10, octobre 1979, p. 249.

19. Mark MACGUIGAN, « Le Canada et l'Amérique latine: hier, aujourd'hui et demain », *Déclarations et Discours*, no 80/4, 29 mars 1980.

Canada ouvrit enfin plus largement ses portes aux réfugiés²⁰. Environ sept mille réfugiés furent admis au Canada²¹.

Durant l'automne et l'hiver 1974-1975, c'est le sort des réfugiés haïtiens qui retint l'attention. Mille cinq cents Haïtiens, entrés illégalement entre le 30 novembre 1972 et le 15 août 1973, étaient, en effet, menacés de déportation. Finalement, seul un nombre restreint d'entre eux subit ce sort²². Durant l'été 1980, le problème ressurgit. Beaucoup de Haïtiens immigraient clandestinement au Canada et se voyaient souvent refouler à l'aéroport de Montréal-Mirabel. Des mesures furent prises conjointement par les ministres de l'Immigration du Québec et du Canada sur ce dossier où la politique canadienne manquait visiblement d'objectif²³.

La question du Salvador retint souvent l'attention à la fois du gouvernement et de la Chambre des Communes en 1981 et 1982. Alors que les parlementaires, dans leur majorité, adoptaient une position claire qui refusait les élections organisées par le gouvernement Duarte en mars 1982 et préconisait, au contraire, un règlement négocié du conflit entre le gouvernement et le Front démocratique de libération, le gouvernement canadien gardait une attitude ambiguë. Il appuyait les élections, tout en refusant d'envoyer des observateurs pour en contrôler le déroulement, prenait des contacts avec l'opposition salvadorienne et accueillait des réfugiés de ce pays, tout en mettant un certain espoir dans le gouvernement salvadorien et en l'invitant à négocier avec le Front démocratique de libération²⁴. Cependant, avec Cuba, le Canada maintint d'excellentes relations que le voyage du premier ministre Trudeau dans ce pays en janvier 1976 devait encore renforcer²⁵.

20. *Le Devoir*, 1^{er} octobre 1973, 9 octobre 1973, 12 octobre 1973, 13 octobre 1973, 18 octobre 1973, 29 octobre 1973, 30 octobre 1973, 2 novembre 1973, 19 novembre 1973, 20 novembre 1973, 30 novembre 1973, 1^{er} décembre 1973, 6 décembre 1973, 8 décembre 1973, 27 décembre 1973, 28 décembre 1973, 31 décembre 1973, 5 janvier 1974, 7 janvier 1974, 11 janvier 1974, 14 janvier 1974, 18 janvier 1974, 28 janvier 1974, 13 février 1974, 6 mars 1974, 11 mars 1974, 21 mars 1974. *Québec-Presse*, 18 novembre 1973, 30 décembre 1973, 20 janvier 1974, 3 mars 1974. *La Presse*, 5 janvier 1974, 9 janvier 1974.

21. *International Canada*, vol 12, no 6, juin 1981, p. 18.

22. *Le Devoir*, 19 septembre 1974, 21 septembre 1974, 25 octobre 1974, 29 octobre 1974, 8 novembre 1974, 24 janvier 1975, 3 mars 1975, 4 mars 1975.

23. *Le Devoir*, 10 juillet 1980, 25 juillet 1980, 26 juillet 1980, 30 juillet 1980. Louise LOUTHOOD, « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 11, no 4, décembre 1980, pp. 736-737, 747-748.

24. *International Canada*, vol 12, no 2, février 1981, p. 41; vol 12, no 3, mars 1981, pp. 70-71; vol 12, no 4, avril 1981, pp. 91-92; vol 12, no 6, juin 1981, pp. 113-120; vol 12, no 11, novembre 1981, pp. 224-225; vol 12, no 12, décembre 1981, pp. 241-243. Louise LOUTHOOD, « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 12, no 2, juin 1981, pp. 381-382, vol 12, no 3, septembre 1981, pp. 561 et 575. Hélène GALARNEAU, « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 13, no 1, mars 1982, p. 150; vol 13, no 2, juin 1982, pp. 340-342. *Le Devoir*, 17 octobre 1981, 2 décembre 1981, 28 janvier 1982, 11 février 1982, 22 février 1982, 24 février 1982, 27 février 1982, 16 mars 1982, 17 mars 1982, 19 mars 1982, 31 juillet 1982. « The Events of March 1982 », *International Canada*, Supplement to *International Perspectives*, mai-juin 1982 », pp. 5-6; Mark McGUIGAN « L'Amérique centrale et la politique étrangère du Canada », *Déclarations et Discours*, no 82/12, 31 mars 1982. *Globe and Mail*, 30 juillet 1982.

25. Pierre Elliott TRUDEAU, « Le Canada et Cuba : des relations basées sur l'entente et la coopération », *Déclarations et Discours*, no 76/10, 30 janvier 1976.

D'une manière générale, il est clair que dans la décennie 1970, les relations du Canada avec l'Amérique latine se sont resserrées. Globalement, les objectifs fixés en 1970 ont donc été atteints. Encore que ce résultat ne provienne pas seulement des politiques du Canada, mais résulte aussi de l'expansion des nouveaux pays industrialisés d'Amérique latine que sont le Brésil, le Mexique et le Venezuela, ainsi que des changements dans la structure économique du système international, surtout avec l'accroissement du prix du pétrole. Mais, comme le constate D.R. Murray, il n'est plus possible de considérer les relations avec l'Amérique latine comme un élément marginal de la politique étrangère canadienne²⁶. Les travaux récents, consacrés à l'Amérique latine, du sous-comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense témoignent de cette importance accrue. Ce sous-comité a entendu des représentants de milieux aussi divers que le ministère des Affaires extérieures, le ministère de l'Industrie et du Commerce, l'Agence canadienne de développement international, du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, de la Société pour le développement des exportations, d'Air Canada, de CP Air, des universités Western Ontario, York, du Québec à Montréal, McGill et Carleton, de journaux, de la Banque Royale, de la Conférence des évêques catholiques, du Comité inter-ecclésial des droits de l'homme, d'Énergie atomique du Canada, d'Amnistie internationale, de l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes, du ministère des Communications et de l'Association des universités et collèges du Canada. Tous ont souligné l'importance des relations du Canada avec l'Amérique latine. Une des principales constatations du rapport intérimaire du sous-comité est que les liens du Canada avec la région sont plus importants et plus divers qu'on le pense généralement²⁷.

III – LES RELATIONS COMMERCIALES

Si l'on se penche plus en détails sur les relations du Canada avec l'Amérique latine, il apparaît que les relations les plus importantes sont commerciales. Il convient d'abord de voir l'évolution quantitative de celles-ci. (Tableau I)

TABLEAU I

**Évolution du commerce entre le Canada et l'Amérique centrale et du sud
(y compris les Antilles et la Guyane anglaises)
(en pourcentage du commerce canadien total)**

	1970	1975	1980	1981
Exportations	4.5%	4.7%	5.2%	5.0%
Importations	4.9%	5.3%	5.9%	6.4%

SOURCES: D.R. MURRAY, *op. cit.*, p. 117 et *Statistique Canada*, 65-203, Ottawa, 1981.

26. D.R. MURRAY, *op. cit.*, p. 131.

27. *International Canada*, vol 12, no 6, juil. 1981, pp. 121-128; vol 12, nos 7-8, juillet-août 1981, pp. 149-151; vol 12, no 9, sept. 1981, p. 185; vol XII, no 12, décembre 1981, pp. 230-233. Hélène GALARNEAU, « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 13, juin 1982, pp. 148-169. Standing Committee on External Affairs and National Defence, Sub-committee on Canada's Relations with Latin American and the Caribbean, *Minutes of Proceeding and Evidence*, 32^e Part, 1^{re} session, nos 7-12, 7-9 et 14-16, juillet 1981.

On constate une augmentation importante, surtout au chapitre des importations, même si dans l'ensemble le commerce canadien vers l'Amérique latine occupe encore une place relativement modeste. Si l'on détaille ce commerce par pays (cf. Tableau II et III), on constate que le Venezuela, qui était le meilleur client du Canada de 1970 à 1979, a été dépassé en 1980 par le Brésil, mais a retrouvé son premier rang en 1981. Le Mexique, quant à lui, a rétrogradé de la deuxième à la troisième place de 1970 à 1980, mais a retrouvé la deuxième place en 1981. Le Brésil a passé du troisième rang en 1970 au deuxième en 1979, puis au premier en 1980, pour retrouver son troisième rang en 1981. Cuba a passé du cinquième rang en 1970 derrière l'Argentine à un confortable quatrième rang. Mais l'Argentine, qui se voyait dépassée en 1975 à la fois par Cuba et le Pérou, puis par la Colombie en 1976, occupait en 1977 le cinquième rang, pour finalement retomber au sixième rang en 1980. Constatons que 61.7% des exportations canadiennes vers l'Amérique latine en 1981 sont absorbées par les trois « grands »: Venezuela, Mexique et Brésil. Si on leur ajoute Cuba, la Colombie et l'Argentine, c'est 84.5% des exportations canadiennes qui vont vers ces six pays.

Sur le plan des importations, le fournisseur principal du Canada n'a pas varié: c'est le Venezuela qui, grâce au pétrole, domine et fournit en 1981 51.3% des

TABLEAU II
Évolution des exportations canadiennes vers l'Amérique latine par pays
(en millions de dollars)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Argentine	59,1	59,4	48,1	108,8	98,0	287,0	232,1	177,6
Bolivie	2,2	5,5	3,9	4,1	7,0	6,1	7,2	10,4
Brésil	87,4	204,5	334,2	280,6	419,7	426,8	962,2	690,1
Chili	22,9	30,9	14,7	37,7	56,9	94,7	112,4	124,2
Colombie	24,6	38,8	60,0	61,3	83,3	97,6	236,0	201,8
Costa Rica	6,0	11,8	17,1	14,0	20,9	35,9	30,4	22,5
Cuba	58,9	230,9	261,6	185,0	219,4	251,8	425,1	452,8
République Dominicaine	20,5	28,7	23,2	25,7	22,2	34,2	53,7	49,4
Équateur	3,5	22,8	27,1	20,6	47,6	49,4	84,5	96,2
Guatémala	3,6	11,1	21,9	16,6	34,4	21,8	22,2	18,5
Haïti	4,9	12,9	17,9	16,0	19,7	31,7	26,8	21,8
Honduras	2,8	8,1	13,2	9,0	15,8	16,5	24,2	21,2
Mexique	91,7	223,3	215,5	219,0	232,3	242,7	495,0	734,2
Nicaragua	2,2	4,0	4,7	9,1	9,4	2,8	15,1	16,8
Panama	7,7	19,7	19,3	20,2	23,0	33,3	55,5	52,4
Paraguay	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	2,0	4,1	3,0
Pérou	35,9	83,2	55,0	48,3	44,5	43,9	56,7	93,6
Salvador	3,4	8,1	10,7	13,5	17,4	15,7	15,6	19,7
Uruguay	4,1	6,6	6,6	8,3	8,0	11,4	17,8	18,4
Venezuela	111,4	350,6	375,9	511,2	689,8	674,5	679,5	829,2

SOURCES: *Statistique Canada* Cat-65-202 pp. 16-20, Ottawa, 1980-1981.

Caroline PESTIEAU, *op. cit.*, p. 87; D.R. MURRAY, *op. cit.*, p. 119.

Tableau III
**Évolution des importations canadiennes en provenance
 de l'Amérique latine par pays**
 (en millions de dollars)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Argentine	9,0	13,1	21,0	22,8	48,0	65,3	36,1	79,3
Bolivie	,136	5,3	4,6	11,2	15,1	16,1	16,6	18,5
Brésil	49,3	170,2	162,6	213,9	248,3	313,1	348,1	430,8
Chili	2,8	49,9	33,3	22,6	51,4	55,3	97,1	110,5
Colombie	26,6	32,2	40,1	63,7	82,0	95,8	101,5	83,4
Costa Rica	12,1	18,6	24,1	26,2	29,3	34,8	35,2	39,0
Cuba	9,5	81,4	60,5	45,3	60,6	106,7	163,4	196,2
République								
Dominicaine	1,9	24,3	29,0	24,7	25,7	22,7	17,4	17,8
Équateur	10,5	21,1	30,3	68,6	104,9	57,9	40,6	47,1
Guatemala	5,9	19,4	17,9	23,3	24,3	16,6	25,0	36,0
Haïti	,758	3,5	2,3	3,4	5,9	6,6	6,6	7,5
Honduras	13,1	11,7	17,4	18,7	31,8	30,0	39,6	35,4
Mexique	47,3	95,4	145,1	195,9	184,5	208,4	345,4	996,3
Nicaragua	1,1	13,0	13,7	14,6	13,0	8,6	31,5	52,1
Panama	7,6	6,3	5,4	13,0	18,8	22,9	45,6	25,2
Paraguay	,656	1,2	2,5	4,0	3,7	14,5	4,5	1,4
Pérou	5,4	11,4	15,3	37,5	49,5	48,8	96,2	51,1
Salvador	4,0	8,0	9,7	14,8	12,5	27,2	26,9	25,1
Uruguay	,245	1,4	3,7	4,2	5,3	10,4	14,2	10,1
Venezuela	339,2	1110,9	1298,6	1359,8	1249,0	1504,5	2216,8	2385,3

SOURCES: Caroline PESTIEAU, *op cit.*, p. 92; D.R. MURRAY, p. 120; *Globe and Mail*, 26 juillet 1982; *Statistique Canada*, cat 65-203, Ottawa, 1980-1981.

importations canadiennes venant de l'Amérique latine. Le Mexique, du troisième rang jusqu'en 1980, s'est élevé au deuxième rang en 1981 grâce au pétrole.

Le Brésil a conservé le deuxième rang jusqu'en 1980 pour rétrograder au troisième en 1981. Les trois principaux pays fournissent 82% des importations en provenance de l'Amérique latine. D'une position modeste en 1970, Cuba s'est élevé en 1981 au quatrième rang, suivi du Chili, qui a progressé d'un rang insignifiant en 1970, et de la Colombie qui a gardé le cinquième rang jusqu'en 1980 pour tomber au sixième rang en 1981. Les six principaux fournisseurs du Canada en Amérique latine lui procurent 90.4% de ses importations de cette région.

Quant à la nature des exportations (cf. Tableau IV), ce sont le blé et la farine de blé qui occupent le premier rang en 1981, suivis des véhicules motorisés et de leurs pièces de rechange, puis du papier journal, des machines agricoles et industrielles, du matériel de chemins de fer, du métal et des produits métalliques, du plastique et du caoutchouc synthétique. Du côté des importations (cf. Tableau V), le pétrole brut occupe une place écrasante, suivi de très loin en 1981 par le café, le pétrole brut raffiné, les fruits et légumes frais et les métaux.

TABEAU IV
Exportations du Canada vers l'Amérique latine par produit
(en milliers de dollars)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Blé et farine de blé	34,089	209,746	339,423	258,303	382,585	311,614	753,176	505,418
Véhicules motorisés et pièces de rechange	121,873	305,293	316,736	469,331	559,500	563,381	598,104	440,222
Papier journal	67,134	129,398	121,385	166,338	149,249	146,364	208,966	290,576
Machines agricoles et industrielles	17,437	105,589	103,523	117,847	123,608	149,533	171,201	217,729
Matériel de chemins de fer	1971 2,400	50,742	64,143	44,376	33,594	20,303	59,964	85,720
Métal et produits métalliques	1970 28,669	40,504	37,929	54,724	48,346	32,769	108,793	74,679
Plastique et caoutchouc synthétique	7,728	10,567	12,340	18,624	35,226	61,400	82,300	63,834
Fibres d'amiante	17,301	32,908	46,606	54,286	71,517	70,852	68,000	61,445
Avions et leurs pièces	25,226	18,843	28,579	23,472	30,425	39,755	94,074	54,702
Pulpe de bois	9,531	21,936	22,969	27,141	31,866	32,267	60,841	43,160
Aluminium et produits de l'aluminium	18,898	29,246	32,189	41,490	49,183	42,053	51,672	37,145
Machines de bureau	2,779	19,592	17,264	16,650	21,305	31,770	41,195	33,018
Navires, bateaux et pièces	1971 374	2,615	3,103	21,329	13,732	4,263	6,318	31,665
Autre matériel de transport	722	1,116	1,276	1,889	3,219	2,396	12,992	21,709
Cuivre et produits du cuivre	1970 9,163	13,520	14,743	13,292	13,866	11,747	38,887	20,447
Autres papiers	1,139	4,361	8,004	9,671	12,717	10,578	13,094	18,633
Pommes de terre et semences	2,584	10,726	7,987	8,792	6,847	7,912	18,699	12,765
Malt	1,364	6,701	2,045	3,898	4,470	5,188	—	—

SOURCE: *Statistique Canada*, 65-202, Ottawa, 1970-1981.

TABLEAU V
Importations d'Amérique latine par produit
 (en milliers de dollars)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pétrole brut	294,927	1,063,940	1,257,940	1,359,506	1,269,201	1,450,112	2,143,401	2,958,871
Café	45,015	68,503	120,718	234,321	241,062	270,783	262,207	255,473
Pétrole raffiné	56,832	47,332	52,235	35,909	52,921	52,576	195,574	185,974
Fruits et légumes frais	17,521	70,258	89,366	114,858	118,843	141,034	149,564	185,049
Métaux	4,702	52,658	35,766	41,855	72,042	81,723	226,277	164,888
Textiles	6,545	28,394	32,207	37,310	36,244	39,606	38,389	53,515
Chaussures	1,017	8,858	13,216	13,501	15,951	17,794	25,646	37,703
Poissons	1,017	15,477	26,228	36,099	57,016	53,892	35,664	34,467
Cacao	2,812	9,013	11,211	25,847	32,043	33,153	28,517	20,851
Bois et produits du bois	1,264	4,677	7,208	7,433	8,774	9,385	11,694	17,801
Coton	311	10,218	14,412	8,115	11,136	7,125	10,120	10,150
Viandes et conserves	4,517	6,263	8,008	7,843	8,939	6,236	7,506	9,018
Huiles végétales	475	2,602	3,975	2,026	2,300	3,380	1,514	2,266
Sisal	620	889	925	1,312	1,095	1,781	1,068	1,179

SOURCES: *Statistique Canada* 65-203, Ottawa, 1970-1981.

Le commerce avec l'Amérique latine, et tout spécialement les exportations, a été stimulé par l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes, fondée en 1969 par des hommes d'affaires et dont le gouvernement canadien s'est servi pour les exportations et en général les relations économiques avec l'Amérique latine. Le commerce fut aussi stimulé par des visites des ministres canadiens en Amérique latine, comme celle du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Gillespie au Brésil en octobre 1974, à Cuba et au Venezuela en mai 1975 ou celle du ministre des Affaires extérieures M. Jamieson au Brésil, au Pérou et en Colombie en janvier 1977²⁸. Des ministres provinciaux ont également effectué de telles visites. Lors de ces visites, les ministres sont accompagnés d'hommes d'affaires qui en profitent pour conclure de fructueuses affaires. Le Premier ministre lui-même se rendit en Amérique latine du 23 janvier au 3 février 1976, visita successivement le Mexique, Cuba et le Venezuela²⁹. Un autre instrument important du développement du commerce a été les prêts de la Société canadienne de développement des exportations, ainsi que les assurances et garanties qu'elle a fournies.

Si on se tourne plus spécifiquement vers les relations commerciales du Canada avec les trois principaux pays, le Venezuela retient d'abord l'attention. Il s'agit du cinquième partenaire commercial du Canada et de son principal fournisseur en pétrole (40% des importations canadiennes en pétrole)³⁰. Depuis 1970, Le Canada a vendu au Venezuela des produits aussi divers que des avions, des automobiles avec pièces de rechange, de la monnaie, de l'équipement électrique, notamment des générateurs, des produits forestiers, des tracteurs, du lait en poudre, la construction d'un chemin de fer y compris la fourniture des locomotives et de wagons, des maisons clés en main, du matériel de communication, des machines pour l'industrie du papier et du fourrage³¹. Notons que, malgré l'intention exprimée de le créer, il n'existe pas de comité conjoint des échanges économiques entre les deux pays, ce qui est étonnant vu le volume des échanges. Le principal problème qui se pose est le déficit commercial important que le Canada a vis-à-vis du Venezuela à cause des importations massives de pétrole. De plus, ce qui fut la principale exportation, les automobiles et leurs pièces de rechange, est en déclin parce que le Venezuela a maintenant sa propre industrie automobile³². Mais il faut noter aussi que les importations canadiennes de pétrole vénézuélien vont décliner à partir de 1985 à cause d'une part de l'augmentation de la consommation interne vénézuélienne et d'autre part de la réduction de la part du pétrole léger dans la production vénézuélienne³³.

Le Brésil est devenu, comme nous l'avons vu, le premier client du Canada en 1980, quoiqu'il ait régressé au troisième rang en 1981. Le Canada lui a fourni des

28. *International Canada*, vol VI, no 3, mai 1975, p. 81., *Le Devoir*, 12 octobre 1974, 13 octobre 1974, 21 octobre 1974, 30 octobre 1974; *La Presse*, 26 octobre 1974, 1^{er} janvier 1977.

29. *International Canada*, vol VII, no 1, janvier 1975, pp. 1-3.

30. *International Canada*, vol XI, no 3, mars 1980, pp. 37-38.

31. *International Canada*, 1970-1981.

32. D.R. MURRAY, *op. cit.*, p. 120.

33. David G. HAGLUND, « Canada and the International Politics of Oil: Latin American Source of Supply and Import Vulnerability in the 1980's », *Revue canadienne de science politique*, vol XV, no 2, juin 1982, pp. 260-287.

produits aussi divers que du blé, (troisième meilleur client au monde), de la monnaie de nickel et de cuivre, des turbines et autre matériel électrique, des locomotives, du papier, du charbon, du soufre, des avions, une usine de produits chimiques clés en main, de l'équipement minier, du matériel de télécommunication, des navires, des plates-formes de forage, de la potasse, du pétrole, du cuivre, du zinc, de l'aluminium et des fertilisants. Le Canada a, quant à lui, importé du Brésil depuis 1970 notamment du café, du fer et de l'acier, de la bauxite, des moteurs de voitures, des conserves de viande, de jus d'orange, des chaussures, du cacao, des ordinateurs, des avions et des automobiles³⁴. En juin 1977, les relations commerciales et la coopération économique en général se virent encadrées par la création d'un comité conjoint sur les questions économiques et commerciales, qui tient des réunions annuelles³⁵. Ce comité charge des groupes de travail dans les secteurs de l'agriculture, et de l'industrie d'effectuer des études approfondies³⁶. L'élévation des consulats de Rio de Janeiro et Sao Paulo au rang de consulats généraux en juin 1980 révèle aussi la volonté canadienne de faciliter les échanges économiques³⁷.

Avec le Mexique, c'est dès 1968 que le Canada a établi un comité ministériel conjoint, flanqué depuis 1971 d'un comité canado-mexicain d'hommes d'affaires. De plus, le Mexique a choisi le Canada parmi les cinq pays industrialisés, avec le Brésil, la Suède, le Japon et l'Espagne, auxquels s'est ajouté la France récemment, qui lui fourniront de la technologie en échange de pétrole et qui lui permettront de réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis³⁸. Bien que deuxième partenaire commercial du Canada, le Mexique occupe dans la presse canadienne une place beaucoup plus importante que le Venezuela. La raison en est peut-être des liens directs établis dès 1971 entre hommes d'affaires des deux pays, la plus grande proximité et le fait que de nombreux Canadiens (trois cent mille en 1980) se rendent chaque hiver en touristes dans ce pays. Avec le développement de la production pétrolière mexicaine, ce pays a acquis une grande importance pour le Canada. Le gouvernement libéral, peu avant sa défaite électorale de mai 1980, avait paraphé un accord de principe pour la fourniture de cent mille barils par jour de pétrole mexicain. La remise en cause de Pétro-Canada par le gouvernement conservateur empêcha l'application de l'accord. Et ce n'est finalement qu'après le retour des libéraux au pouvoir, qu'un accord fut finalement conclu portant sur la livraison de cinquante mille barils par jour³⁹.

Le Canada exporte au Mexique du matériel aéronautique, de l'équipement sidérurgique, des locomotives, des wagons, des rails, du lait en poudre, de l'équipement téléphonique, de l'équipement électrique, du matériel électronique, de l'aluminium, du charbon, de l'équipement minier, de l'équipement pétrochimique,

34. *International Canada*, 1979-1981; *Le Devoir*, 12 juillet 1982, 19 juillet 1982; *Globe and Mail*, 26 juillet 1982.

35. Don JAMIESON, « Canada et Brésil: Énormes possibilités de coopération économique », *Déclarations et Discours*, no 77/1, 12 janvier 1977, p. 4.

36. *International Canada*, vol 9, no 4, avril 1978, p. 82; vol 11, no 6, juin 80, p. 121.

37. Olivier NICOLOFF, « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 11, no 3, septembre 1980, pp. 520-521.

38. D.R. MURRAY, *op. cit.*, pp. 113-114.

39. *International Canada*, vol 11, no 5, mai 1980, pp. 83-84.

de l'équipement pour moulins à papier, de l'équipement pour scieries, des navires, du matériel de télécommunication, du papier-journal et autres papiers, de l'amiante, de la machinerie agricole et de l'acier. L'équipement du métro de Mexico par Bombardier a été un événement spectaculaire⁴⁰. Le Mexique vend au Canada du pétrole, des fruits et légumes, du café, des pièces d'automobiles, des vêtements et des fruits de mer⁴¹. L'apparition des importations de pétrole mexicain a fait augmenter sensiblement le montant des importations canadiennes venant de ce pays. Représentant 12% des importations de pétrole, elles déclinèrent à 8% en 1985⁴².

Les liens commerciaux avec le Mexique ont été considérablement stimulés par de nombreuses visites du président du Mexique, du Premier ministre du Canada, des ministres des Affaires étrangères et du Commerce, ainsi que de missions provinciales. Partageant le même souci de se protéger de l'influence des États-Unis, le Canada et le Mexique ont beaucoup à échanger. En dépit des difficultés passagères de l'économie mexicaine, on peut s'attendre à un développement des relations commerciales entre les deux pays.

IV – LES INVESTISSEMENTS

À la fin de 1976, les investissements directs du Canada en Amérique latine totalisaient 2,3 milliards de dollars⁴³. Les deux principaux pays d'investissements sont le Brésil et le Mexique. Déjà en 1970, plus de cinquante compagnies canadiennes opéraient en Amérique latine⁴⁴. Quelques compagnies canadiennes ont des investissements dans plusieurs pays de l'Amérique latine. Ainsi Bata et Alcan ont investi dans six pays. Seagram a des distilleries dans cinq pays, Massey-Ferguson des usines dans quatre pays. Power Corporation est implanté au Venezuela, au Mexique, en Bolivie et au Salvador. Canada Wire and Cable a des entreprises au Venezuela, au Mexique et en Colombie, Moore au Brésil, au Mexique et au Salvador, Noranda au Brésil, au Mexique, au Chili et au Nicaragua, Falconbridge au Brésil, en République dominicaine et au Nicaragua, Placer au Mexique et en Amérique centrale, Clarkson, Dordon et Cie en Amérique centrale. Les compagnies qui ont des investissements dans deux pays sont Canadian Javelin (Chili et Salvador), CP Air (Mexique et Pérou), Crush (Brésil et Venezuela), Electra (Mexique et Panama), Exquisite Form Brassiere (Venezuela et Colombie), Hiram Walker (Mexique et Argentine), Kruger Paper (Venezuela et Colombie) et Pato Consolidated Cold Dreging (Brésil et Colombie). Il y a des investissements canadiens dans presque tous les pays de l'Amérique latine. Seuls l'Uruguay, le Paraguay, le Honduras et naturellement Cuba n'en comptent pas⁴⁵. Cuba avait

40. *International Canada*, 1970-1981; *Le Devoir*, 27 décembre 1979, 21 février 1980.

41. *International Canada*, 1970-1981.

42. D.G. HAGLUND, *op. cit.*, p. 294.

43. Jacques GIGNAC, « Relations économiques du Canada avec l'Amérique latine », *Déclarations et Discours*, no 79/13, 12 juin 1979, p. 4.

44. Stephen J. RANDALL, « Canadian Policy and the Development of Latin America », dans *Formost Nation: Canadian Foreign Policy and an Changing World*, édité par Norman Hillmer et Garth Stevenson, Toronto, McClelland et Stewart, 1977, pp. 221-223.

45. Caroline PESTIEAU, *op. cit.*, pp. 172-173.

nationalisé les entreprises canadiennes en 1959-1960 et a versé en 1981 une compensation partielle de 850 mille dollars pour ces nationalisations⁴⁶.

Le Brésil se détache nettement des pays où les entreprises canadiennes ont investi. En 1973, le Canada était le troisième investisseur étranger au Brésil – 648 millions de dollars et 7,9% des investissements étrangers – derrière les États-Unis (37,5%) et l'Allemagne (11,4%). À la fin de 1976, les investissements canadiens atteignaient 1,2 milliard, mais le Canada avait régressé au cinquième rang des investisseurs. En 1981, le Canada avait chuté au sixième rang des investisseurs étrangers, bien que ses investissements dépassaient deux milliards⁴⁷. Alcan, Asten-Hill, Brascan, Carbon and Ribbon, Crush, Moore, Pato Consolidated Cold Dredging, la Banque royale du Canada, Inco, Falconbridge, Noranda et Cominco sont parmi les plus importantes compagnies canadiennes au Brésil⁴⁸. Les opérations d'Alcan sont les plus importantes au Brésil, où elle possède quatre compagnies⁴⁹. La plus importante des firmes canadiennes opérant à l'étranger, Brascan, est une force majeure au Brésil. Elle s'y est établie dès 1912 et reste la plus importante firme étrangère du Brésil. De l'électricité et des tramways, qu'elle a abandonnés en 1978, elle a diversifié ses investissements dans la banque, l'agriculture, le nylon, la brasserie, les boissons gazeuses, l'alimentation, les wagons, les châssis automobiles, les textiles et l'hôtellerie⁵⁰. Conséquemment aux visites entre ministres des Affaires étrangères et du Commerce, des *joint ventures* ont été mis en place depuis 1970. Ainsi Connaught Laboratory, une filiale de la Corporation de développement du Canada a en 1974 créé le plus important centre de vaccins en Amérique latine avec l'État de San Paulo⁵¹. Massey-Ferguson est aussi une des plus importantes compagnie étrangère du Brésil. En 1977, elle y faisait un chiffre d'affaires de 1 milliard 144 millions de francs français⁵².

Au Mexique, les investissements canadiens étaient, au début de 1979 de 250 mille dollars (3% des investissements étrangers). Quarante compagnies canadiennes y opèrent⁵³. Citons Alcan, Rio Algoma, Banff Oil, Campbell Chibougamau Mines, Canada More and Cable, Dewar Corporation, Canadian Marconi, CPR, Electra, Hudson Bay Mountain Silver Mines, Mexican Light and Power, Molson, Moore, Robert Morse, Noranda Mines, Patino, Placer Development, Polymer, Pure Silver Mines, Sandwell, Santrex, Selco Mining and Development, Massey-Ferguson. Les investissements au Mexique sont limités à 49% de la propriété des entreprises et certaines compagnies canadiennes ont vendu 51% de leurs parts⁵⁴. Alcan est une des

46. *International Canada*, vol 12, no 6, juin 1981, pp. 138-140.

47. Stephen J. RANDALL, *op. cit.*, p. 223. Jacques GIGNAC, « Relations économiques du Canada avec l'Amérique latine », *op. cit.*, p. 4. Don JAMIESON, « Canada et Brésil: Énormes possibilités de coopération économique », *Déclarations et Discours*, no 77/1, 12 janvier 1977, p. 3; *Globe and Mail*, 26 juillet 1982.

48. Caroline PESTIEAU, *op. cit.*, pp. 172-173. Time DRAIMIN et Jamie SWIFT, « What's Canada Doing in Brazil », *This Magazine*, janvier-février 1975, p. 8.

49. *Ibid.*, p. 200.

50. Stephen J. RANDALL, *op. cit.*, p. 223. *La Presse*, 29 décembre 1978.

51. *Le Devoir*, 30 octobre 1974.

52. *L'Expansion*, janvier 1979, p. 33.

53. *La Presse*, 10 avril 1982.

54. Caroline PESTIEAU, *op. cit.*, pp. 172-173; *Le Devoir*, 27 décembre 1979.

plus importantes entreprises *canadiennes du Mexique*⁵⁵. Des *joint ventures* ont été mises en place suite aux missions commerciales. En avril 1981, il y en avait 125⁵⁶. Ainsi en 1972, Mackenzie Seeds de Brandon et Antonio Berentsen se sont mis ensemble pour produire des semences⁵⁷.

Le Venezuela fait figure de parent pauvre en matière d'investissements canadiens. D'ailleurs, il est devancé par l'Argentine. Toutefois, il y existe des investissements. Les principales compagnies qui y opèrent sont Canada Wire and Cable, Confederation Life, Crush Exquisite Form Brassiere, Kruger Paper, Pacific Petroleum, Venezuela Power et Alcan⁵⁸.

V – L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

En ce qui a trait à l'aide au développement, la contribution canadienne est modeste: 7% des fonds de l'ACDI en 1979 à peu près à égalité avec les Antilles du Commonwealth, pour tomber à 3.4% en 1981. Une partie de cette aide est distribuée par l'intermédiaire de la Banque inter-américaine de développement (BID) aux Fonds de laquelle le Canada a contribué depuis 1964, et dont il est devenu membre en 1972. Toutefois ces dernières années, la contribution canadienne à la BID a décliné: 13 millions 587 mille en 1979-1980, 9 millions 262 mille en 1980-1981 et 3 millions 700 mille en 1981-1982⁵⁹. L'aide du Canada a été surtout technique et professionnel. Le Centre international de recherche sur le développement a notamment apporté son aide dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la démographie, de la santé, des sciences sociales et des ressources humaines. Un des grands projets du Centre a été l'amélioration de la production d'agriculteurs indépendants au pied des Andes en Colombie. L'aide à la Colombie s'élève en 1982 à 8,3 millions de dollars. Il a contribué aussi au Centre international d'agriculture tropicale de Cali en Colombie et au Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé de Mexico⁶⁰. Parmi les autres projets, mentionnons l'aide apportée en 1971 aux universités de Costa Rica, du Nicaragua et du Honduras pour améliorer leurs systèmes administratifs⁶¹, celle, la même année, à un projet d'étude du développement des secteurs industriels du Pacte andin (Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie et Chili)⁶², en 1973 l'aide à la formation de coopératives de pêcheurs au Pérou⁶³, la fourniture de navires-écoles de pêche à la Colombie et au Salvador,

55. Caroline PESTIEAU, *op. cit.*, p. 192.

56. *La Presse*, 10 avril 1982.

57. *International Canada*, vol III, no 3, mars 1972, p. 55.

58. Caroline PESTIEAU, *op. cit.*, pp. 172-173 et p. 199; *International Canada*, vol VII, no 10, octobre 1976, p. 247.

59. *Le Devoir*, 8 avril 1980. *Statistique Canada*, Ottawa, 1981. *International Canada*, vol 12, no 2, février 1981, p. 346. Je remercie mon assistant, M. Pierre Gravel pour son aide au rassemblement des données sur l'aide et de celles des tableaux I, II, III, IV et V.

60. Stephen J. RANDALL, *op. cit.*, pp. 216-218. « Les relations canada-colombienne ». *Textes sur la politique étrangère canadienne*, vol 82/5, juillet 1982, p. 2.

61. *International Canada*, vol II, no 19, octobre 1971, p. 208.

62. *International Canada*, vol II, no 5, mai 1971, p. 127.

63. *International Canada*, vol IV, no 3, mars 1973, p. 107.

l'aide à la mise en marché et à la distribution des produits de petits fermiers⁶⁴, en 1974, l'aide à Cuba pour la prospection et l'exploitation minières, l'utilisation de la bagasse de canne à des fins industrielles et la production d'instruments techniques et scientifiques⁶⁵. L'aide à Haïti, qui s'est élevée à 43 millions de dollars de 1973 à 1981, a suscité des controverses à cause de l'inégalité criante des classes sociales et le caractère répressif du régime politique de ce pays. Le 28 novembre 1981, le Canada suspendait son aide au plus important projet en Haïti pour le développement régional intégré de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes (DRIP) qui avait déjà coûté 21 millions de dollars. Les raisons indiquées étaient que le gouvernement haïtien n'avait pas rempli ses engagements en embauchant un personnel administratif pléthorique et en utilisant l'équipement pour construire des routes pour des amis du régime⁶⁶. Beaucoup moins controversé est l'aide directrice de \$4,5 millions de dollars que le Canada a accordé au Nicaragua en 1981⁶⁷. En février 1982, M. MacGuigan, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, annonçait dans le cadre du plan d'aide des cinq — États-Unis, Canada, Mexique, Venezuela et Colombie — aux pays des Caraïbes lancé sur l'initiative du président Reagan, que le Canada fournit un montant d'aide de 106 millions de dollars à l'Amérique Centrale, dont les sommes les plus importantes iraient au Honduras, au Costa Rica, au Nicaragua et à Panama⁶⁸. En plus de cette aide au développement, le Canada a fourni des secours en cas de catastrophes naturelles au Nicaragua, au Guatemala, à la Bolivie et au Salvador⁶⁹. Il a aussi versé des Fonds au Comité international de la Croix-Rouge pour secourir les prisonniers politiques et leurs familles dans sept pays d'Amérique latine⁷⁰ et les victimes de la guerre civile au Salvador⁷¹.

Il est parfaitement compréhensible que l'aide aux pays avec lesquels le Canada entretient le plus de relations commerciales et où il investit à été négligeable et est en voie d'extinction. Le Mexique a reçu de modestes fonds pour des programmes tels que l'amélioration du maïs, du blé et du fourrage⁷². L'aide au Brésil est allée en déclinant. Ainsi si elle était de \$3,4 millions de dollars en 1972, elle était réduite à 1,03 million en 1973. Elle servait alors à la prospection minière⁷³. En 1977,

64. *International Canada*, vol IV, no 4, avril 1973, p. 137.

65. *La Presse*, 11 février 1964.

66. *Le Devoir*, 28 juillet 1980, 29 juillet 1980, 3 septembre 1980, 22 juin 1981, 30 novembre 1981, 21 août 1982. *The Globe and Mail*, 12 février 1982. *International Canada*, vol 12, no 11, novembre 1981, p. 222. Hélène GARLARNEAU « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 13, no 1, mars 1982, p. 149.

67. *International Canada*, vol 12, no 4, juillet 1981, pl 128. Louise LOUTHOD, « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 12, no 3, septembre 1981, p. 160.

68. Hélène GARLARNEAU, « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec », *Études internationales*, vol 13, no 2, juin 1982, pp. 342-343.

69. *International Canada*, vol 4, no 1, janvier 1973, p. 23; vol 7, no 3, mars 1976, p. 77; vol 12, no 2, février 1981, p. 32. *Perspectives*, 28 août 1976, pp. 12-15. *Le Devoir*, 10 juin 1982, 9 septembre 1982. ACDI, *Communiqué*, no 82/34, 20 août 1982, no 82/36, 31 août 1982.

70. *International Canada*, vol 10, no 4, avril 1979, p. 117.

71. *International Canada*, vol 12, no 7-8, juillet-août 1981, p. 156.

72. *International Canada*, vol VII, no 5, mai 1978, p. 138. Pierre O'NEIL, « Les relations internationales du Canada », *Études internationales*, vol II, no 2, juin 1971, p. 313.

73. *Le Devoir*, 12 octobre 1974. *International Canada*, vol 4, no 7-8, juillet-août 1973, p. 219.

adoptant une stratégie destinée spécialement aux pays à cheval entre les mondes industriels et en développement, le Canada s'engageait avec le Brésil dans la collaboration au niveau scientifique et technique et dans des entreprises conjointes, en injectant de 1977 à 1981 dix-huit millions de dollars dans cette nouvelle forme raffinée d'aide⁷⁴.

VI – BILAN ET PERSPECTIVES

Dès 1976 J.C.M. Ogelsby, un observateur attentif des relations entre le Canada et l'Amérique latine, constatait que le gouvernement avait agi rapidement pour mettre en oeuvre sa nouvelle politique à l'égard de l'Amérique latine. « L'action, disait-il, a remplacé les platitudes »⁷⁵. Stephen J. Randall notait en 1977 que la politique canadienne favorisait l'expansion commerciale et économique en Amérique latine tout en déplorant que cette politique profitât à la communauté canadienne des affaires⁷⁶.

Sur le plan commercial, comme on l'a vu, il y a eu un accroissement tant sur le plan des exportations que de celui des importations. Le commerce avec l'Amérique latine constitue 50% du commerce total du Canada avec le tiers-monde⁷⁷. D.R. Murray souligne que le Canada a en Amérique latine mis l'accent sur ses intérêts commerciaux⁷⁸. Toutefois, cet accroissement est dû en partie, comme nous l'avons vu, au développement économique réel de certains pays de l'Amérique latine et à l'augmentation du prix du pétrole. Comme le constate le sous-comité pour l'Amérique latine du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense, le Canada n'a pas réussi à exploiter suffisamment les marchés des nouveaux pays industrialisés, surtout du Mexique et du Brésil. Le même sous-comité recommande que le Canada s'ouvre davantage aux biens manufacturés des pays de l'Amérique latine⁷⁹.

J.C.M. Ogelsby relevait dès 1976 que les compagnies canadiennes continuaient leurs opérations là où elles étaient déjà localisées en Amérique latine. Il soulignait leur habileté à s'adapter aux législations des pays, notamment à la vénézuélisation du secteur bancaire et aux facilités données au Brésil aux investisseurs dans la région démunie du nord-est, dont a su profiter Brascan. Le Canada a très bien accepté les politiques de nationalisation des pays d'Amérique latine et à même plaidé en leur faveur, contre les États-Unis, dans des forums internationaux⁸⁰. Le sous-comité pour l'Amérique latine du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense se plaint à constater que 75% des investissements canadiens dans le tiers-monde sont en Amérique latine⁸¹. Toutefois, au Brésil, le pourcentage des

74. Don JAMIESON, « Canada et Brésil: Énormes possibilités de coopération économique », *op. cit.*, p. 4.

75. J.C.M. OGESLBY, *op. cit.*, p. 190.

76. Stephen J. RANDALL, *op. cit.*, p. 274.

77. *International Canada*, vol 12, no 12, décembre 1981, p. 230.

78. D.R. MURRAY, *op. cit.*, p. 126.

79. *International Canada*, vol 12, décembre 1981, p. 231.

80. J.C.M. OGESLBY, *op. cit.*, pp. 191-193.

81. *International Canada*, vol 12, no 12, décembre 1981, p. 230.

investissements canadiens par rapport aux autres investissements étrangers a régressé face à la montée des investissements allemands, japonais et suisses.

Au plan de l'aide, le bilan fait par les observateurs est mitigé. Si Stephen J. Randall loue l'activité du Centre international de recherche du développement et constate que l'aide s'est améliorée en quittant le terrain du paternalisme, elle est éclipsée par l'activité purement économique et commerciale du Canada en Amérique latine⁸². Le sous-comité pour l'Amérique latine du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense, tout en soulignant qu'il est normal que l'aide canadienne à l'Amérique latine soit relativement modeste, étant donné le revenu moyen plus élevé de ces pays que d'autres régions sous-développées, déplore que des objectifs commerciaux viennent parfois compromettre les objectifs de développement. Il recommande d'augmenter substantiellement l'aide au Nicaragua et au Costa Rica⁸³. Alors que globalement le Canada s'était fixé de doubler l'aide à l'Amérique latine, celle-ci a passé de 21 millions de dollars en 1969 à 41 millions de dollars en 1981, mais a régressé de 7% du total de l'aide à 3,4%⁸⁴. Étant donné l'inflation, il faut bien constater que l'aide n'a pas doublé et a même régressé.

Ce qui précède montre clairement que des huit objectifs généraux que s'était fixé en 1970 le Canada vis-à-vis de l'Amérique latine, le sixième, qui tendait à encourager ses intérêts commerciaux en Amérique latine, a eu plus d'importance que le cinquième prônant l'assistance au développement d'une justice sociale. Il est vrai que l'objectif principal était de favoriser les intérêts canadiens.

Le sous-comité que l'Amérique latine du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense a recommandé que dans l'avenir le Canada prenne directement la défense des droits de la personne en Amérique latine. Le Canada a agi jusqu'ici discrètement dans ce sens, par le truchement des moyens diplomatiques classiques et cette discrétion a frisé la complaisance durant l'automne 1973 lors de la contre-révolution au Chili. Il ne faut pas raisonnablement s'attendre dans l'avenir à ce que son action soit plus bruyante.

L'aide au développement restera vraisemblablement modeste à l'égard de l'Amérique latine. D'abord un certain nombre de pays sont en croissance. Ils comprennent des régions déshéritées dont le nord-est du Brésil est un exemple douloureux, mais ils ont les moyens matériels de trouver des solutions. Les problèmes de développement se posent d'une manière aiguë en Amérique centrale, en Haïti et en Bolivie. Certains pays, de part leur régime politique, sont en mesure de construire un véritable plan de développement. C'est le cas du Nicaragua, de Costa Rica, de la Bolivie – si la gauche peut s'y maintenir au pouvoir – et peut-être du Honduras. C'est vers eux que l'aide canadienne devrait se diriger, mais le fera-t-elle? D'autres, comme Haïti, le Guatemala et le Salvador, ne peuvent se développer dans les conditions actuelles et tout effort canadien y serait illusoire. On peut même se demander s'il ne serait pas plus utile de donner une aide humanitaire aux mouvements de libération de ces pays, comme le Canada l'a fait pour les mouvements de libération de l'Afrique australe.

82. Stephen J. RANDALL, *op. cit.*, p. 274.

83. *International Canada*, vol 12, no 12, décembre 1981, p. 232.

84. *Statistique Canada*, Ottawa, 1969 et 1981.

L'adhésion à l'Organisation des États américains (OEA) est à l'ordre du jour. Curieusement on y incline, alors que les principaux pays latino-américains ont développés une organisation purement latino-américaine: le système économique latino-américain, ce qui indiquerait leur propension à traiter de leurs affaires en dehors des États-Unis et du Canada. Toutefois, il semble bien que les États latino-américains souhaitent l'adhésion du Canada à l'Organisation des États américains. Même Cuba n'y serait pas réticent espérant que le Canada renforcerait le camp de ceux qui comme le Mexique et le Nicaragua proposent son retour à l'OEA.

Les relations du Canada avec l'Amérique latine sont appelées à croître durant les années 1980 de par la dynamique même de croissance de certains pays de cette région, à commencer par le Brésil, le Venezuela et le Mexique. Mais ces relations pourraient connaître un développement plus grand encore si le Canada leur donnait une impulsion par une politique plus cohérente.